



## Communiqué de presse

<b>Objet</b>	<b>Pas de renforcement pour la protection des marques malgré le projet Swissness</b>
Contact	Beat Flach, +41 79 402 91 12
Expéditeur	Parti vert'libéral Suisse, Case postale 367, 3000 Berne 7 Tel +41 31 322 60 57, E-Mail <a href="mailto:schweiz@grunliberale.ch">schweiz@grunliberale.ch</a> , <a href="http://www.grunliberale.ch">www.grunliberale.ch</a>
Date	15 mars 2012

### Les Vert'libéraux déçus du débat de ce jour – les PME suisses une fois de plus préféritées

**Le débat de ce jour au sein du Conseil national sur le projet Swissness s'est orienté vers celui de la protection des consommateurs et des subventions pour l'agriculture. Les Vert'libéraux auraient préféré que soit ouverte la voie à un renforcement de la protection du droit des marques qui garantisse aux PME suisses une meilleure protection juridique de la marque «suisse made» au niveau international. Malheureusement, une partie du Parlement de droite comme de gauche a fait le choix défendre des intérêts particuliers.**

Les critères s'agissant de la désignation «suisse», n'ont pas été contestés lors du débat au Conseil national. Le % qui satisfait à cette appellation a été toutefois vivement débattu. Le Conseil national préconise un taux de 60% pour les denrées alimentaires et les biens industriels.

Les Vert'libéraux doutent que l'instauration d'un tel taux dans toutes les branches d'activités profite à l'économie suisse. Concernant la protection de la marque, il apparaît plus important aux yeux des Vert'libéraux que chaque branche conserve son actuelle flexibilité en fonction de la spécificité du marché. Il conviendra d'en tenir compte lors de la fixation de nouvelles normes concernant l'appellation «Suisse». Ceci va probablement nécessiter d'édicter de nouvelles règles en fonction de chaque secteur d'activité.

Les modifications proposées pour le droit des marques, telle que la création d'une marque de garantie, devraient pouvoir contribuer au fait qu'à l'avenir, les actions en justice pour protéger la marque «Suisse» au niveau international soient plus efficaces. Seulement ainsi, il sera possible de garantir la compétitivité des entreprises suisses. C'est là, la seule manière de mettre un terme à l'utilisation toujours plus répandue et abusive du label «Swiss made». Pas étonnant que les représentants de la droite comme de la gauche aient exacerbé cet aspect du débat pour faire, une fois de plus, une politique qui ne sert que leurs propres intérêts. Cette alliance malsaine préférite clairement l'économie suisse.

«En définitive, il s'agit d'assurer la renommée du produit suisse sur le plan international», déclare Beat Flach concernant les positions du groupe parlementaire vert'libéral. «Nous sommes heureux que le Conseil des Etats puisse remédier à cette situation.»